



EDITION SPECIALE

24 Novembre 2007

ECHANGE DE PRISONNIERS EN COLOMBIE

LA POSITION DES FARC

Avant qu'URIBE ne mette brutalement un terme à la tentative d'échange humanitaire de prisonniers, les FARC avaient écrit à la Sénatrice chargée par le Président colombien de mener la négociation de l'accord.

Elle s'était donc rendue aux Etats-Unis pour rencontrer les deux guérilleros des FARC - SIMON TRINIDAD et ANAYIBE ROJAS VALDERRAMA (nom de guerre SONIA) * - qui y sont détenus. Selon ce qu'elle avait déclaré, ces deux guérilleros avaient admis que leur cas pouvait être un obstacle à un accord plus global.

Dans leur lettre, les FARC confirment qu'elles n'abandonneront pas leurs deux camarades, mais il est certain que ces deux guérilleros constituent la contrepartie voulue par Washington à la détention par les FARC de trois espions US (des contractants civils photographiant les zones de combat des FARC).

Il y avait donc dans la coulisse de la médiation CHAVEZ un acteur de poids qui n'a pas voulu que l'opération réussisse, car CHAVEZ en serait sorti grandi, et a donné l'ordre à URIBE d'arrêter le processus.

L'autre intérêt de cette lettre est de préciser les conditions techniques posées par les FARC pour l'organisation matérielle de la négociation et de l'échange de prisonniers, conditions élémentaires de sécurité pour les négociateurs comme pour les prisonniers. On peut formuler diverses hypothèses :

- les FARC n'ont pas d'aviation et, dussent certains officiels colombiens et certains prisonniers y laisser la vie, un mitraillage aérien du local de la négociation permettrait de tuer les dirigeants et les combattants des FARC qui s'y trouveraient
- des commandos colombiens donnent l'assaut au groupe des FARC accompagnant les prisonniers libérés vers le lieu de l'échange, réussissent à tuer les guérilleros et

s'emparent des prisonniers. L'échange n'a dès cet instant plus lieu d'être et les guérilleros détenus par l'Etat colombien restent en prison.

Il ne s'agit pas là d'élucubrations de roman noir. L'Etat colombien a une longue pratique de l'assassinat politique et cette politique sanglante est, depuis au moins un demi-siècle (assassinat de JORGE GAITAN en 1948), appuyée politiquement, financièrement et militairement par les Etats-Unis.

** SIMON TRINIDAD enlevé par les « services » colombiens en Equateur est accusé de « séquestration » pour avoir mis la main sur les trois agents étasuniens. Il risque 40 ans de prison.*

** SONIA a été condamnée pour « trafic de drogue » a 17 ans de prison.*

Le signataire de la lettre conduisait la négociation pour les FARC et avait rencontré HUGO CHAVEZ dans ce cadre.

* ! *

Lettre des FARC-ERP à la Sénatrice PIEDAD CORDOBA

*Lettre publiée sur le site <http://www.contropiano.org>
Traduite de l'italien par COMAGUER*

Bogota

Estimée Sénatrice

Votre intervention aux Etats-Unis en faveur de l'échange humanitaire et votre rencontre avec les guérilleros SIMON et SONIA, prisonniers dans ce pays, a fait ressortir en particulier la générosité et la noblesse de sentiment des insurgés boliviariens qui ont déclaré, ainsi que vous l'avez rapporté, être prêts à admettre que leur situation particulière constitue un obstacle insurmontable à l'échange des prisonniers.

Comme le comportement de ces esprits sublimes est impressionnant et comme leur altruisme et leur profonde humanité contraste avec la mesquinerie du président URIBE lequel, halluciné par son intransigeance immuable, croit qu'un instant d'humanité peut signifier l'échec de sa guerre folle et un sérieux revers de sa politique anti-populaire de sécurité pour les investisseurs.

Nous demandons seulement l'éloignement des troupes officielles des provinces de PRODERA et de FLORIDE pour 45 jours, quelques garanties pour que les porte-parole des insurgés puissent négocier avec le gouvernement, sans turbulences, les termes d'un accord humanitaire et de sa mise en œuvre; ceci est compréhensible si l'on considère que les FARC sont un mouvement armé qui n'a pas signé d'accord de paix avec l'Etat.

